

# L'ABOLITION DE LA GUERRE, UN BUT RÉALISTE

par

**GENE SHARP**

**(Making the Abolition of War a Realistic Goal)**

Version française : "Traducteurs sans frontières"

**WORLD POLICY INSTITUTE \***

\* Anciennement nommé Institute for World Order  
777 United Nations Plaza  
New York, NY 10017

**Distribué par:**

**Le Centre de ressources sur la non-violence  
5770 Côte-des-Neiges  
Montréal (Québec), H3S 1Y9  
(514) 340-9209**

**Cahiers de la non-violence  
No. 4**

**Titre original: MAKING THE ABOLITION OF WAR  
A REALISTIC GOAL**

**ISBN 0-911646-20-2**

**Copyright © par Gene Sharp, 1980**

**© 1993, L'abolition de la guerre, un but réaliste,  
par Gene Sharp. Traduction de "Traducteurs sans  
frontières", Cahiers de la non-violence No. 4, Centre de  
ressources sur la non-violence, Montréal.**

**ISBN 2-9803006-3-2**

**Dépôt légal - 2e trimestre 1993  
Bibliothèque nationale du Québec**

# Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>La guerre en tant qu'option contre l'impuissance</b>	<b>4</b>
<b>Une nouvelle politique de défense</b>	<b>9</b>
<b>Fondements de nouveaux rapports de force</b>	<b>10</b>
<b>Mise à profit des faiblesses de la dictature</b>	<b>12</b>
<b>Système civil de défense</b>	<b>17</b>
<b>Répartition des tâches au sein d'un système civil de défense</b>	<b>20</b>
<b>Autres théâtres d'opération</b>	<b>23</b>
<b>Les armes nucléaires</b>	<b>26</b>
<b>Le "transarmement", désarmement au profit d'un système civil de défense</b>	<b>28</b>
<b>Conséquences de la mise en place d'un système civil de défense</b>	<b>30</b>
<b>Créer une nouvelle option</b>	<b>32</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>35</b>

## **Introduction**

Le caractère dévastateur de la guerre moderne est connu par l'ensemble de la planète. Pourtant, la plupart des gouvernements, appuyés par les citoyens, accumulent l'arsenal militaire et les contingents les plus nombreux et divers qui leur soit possible de réunir. De toute évidence, jusqu'à présent aucun des mouvements ou des propositions visant à abolir la guerre et à instaurer une ère de paix mondiale n'a réussi. De plus, sous plusieurs aspects importants, ces buts semblent aujourd'hui moins réalisables qu'il y a quelques décennies.

Il est évident que ce grave problème politique n'est qu'un de ceux que nous n'avons pu résoudre: les dictatures, les génocides, les systèmes d'oppression sociale et le faible pouvoir du peuple doivent, entre autres, être considérés dans notre recherche pour une solution au problème de la guerre.

Face à la poursuite des conflits armés et aux préparatifs de guerres, la plupart des gens éprouvent un sentiment de résignation, de désespoir ou d'impuissance. <<La guerre est inévitable>> pense-t-on; nous jetons la faute sur la "nature humaine", sur les "méchants" de notre choix. Certains s'entêtent à suivre fidèlement les vieux sentiers battus conduisant à des rêves aujourd'hui disparus, sans se demander s'ils sont sur la bonne voie. D'autres s'efforcent d'atteindre rapidement leur but, prenant des raccourcis ou ayant recours à des actes désespérés, sans aucune base saine montrant que leur tentative

réussira là où d'autres ont échoué, et sans même être sûrs de ne pas empirer les choses.

Cela est insuffisant. Nous pouvons trouver des solutions plus créatives et il est de notre devoir de les appliquer et de les développer. Si elles reposent sur des bases saines et sont appliquées et développées de façon réaliste, elles pourraient constituer un nouvel espoir.

Pour que les nouvelles solutions au problème de la guerre reposent sur des bases saines, certaines dures réalités doivent être considérées, ce que la plupart des militants pacifistes ne font pas toujours. En voici quelques-unes :

- certains types de conflits, exigeant l'usage d'une forme de puissance, existeront toujours au sein des sociétés et entre celles-ci;
- la "nature humaine" ne doit pas changer et ne changera probablement pas;
- les gens et les gouvernements ne sacrifieront pas la liberté ou la justice par égard pour la paix;
- il n'y aura pas de conversions massives au pacifisme;
- la spirale croissante de la quin-

caillerie militaire ne s'interrompra pas d'elle-même dans le contexte de la technologie militaire et des hypothèses militaires;

- des dictatures brutales et des systèmes oppressifs existent, perdureront, peuvent devenir plus graves et chercher à prendre de l'expansion;

- l'abolition du capitalisme n'entraîne pas l'abolition de la guerre;

- les négociations ne remplacent pas la lutte et les sanctions;

- le "désarmement" unilatéral, c'est-à-dire l'abandon de la capacité de se défendre, n'est pas une option acceptable dans le système de guerre et n'est donc pas possible;

- un désarmement multilatéral d'envergure est tout aussi improbable;

- l'indépendance nationale n'est pas source de guerre. Un gouvernement mondial est irréalisable, et s'il devait être réalisé, pourrait être à l'origine d'une guerre civile

mondiale, devenir tyrannique et imposer ou perpétuer l'injustice.

Notre recherche d'une solution au problème de la guerre ne doit pas être fondée sur des théories utopiques illusoires ou sur une croyance naïve dans les intentions politiques des protagonistes des conflits internationaux.

### **La guerre en tant qu'option contre l'impuissance**

Si l'on ne comprend pas bien la nature d'un problème, il est extrêmement difficile d'y trouver une solution et de la développer. Il est possible que nous n'ayions pas bien compris le problème de la guerre. Pour régler le problème, nous devons aller au-delà des anciennes propositions et doctrines. Il est souvent difficile d'aborder l'étude d'approches nouvelles: nous sommes émotivement attachés aux solutions qui nous sont familières et ne sommes parfois pas préparés intellectuellement à considérer le problème sous des aspects qui ne nous sont pas habituels.

La guerre ainsi que les préparatifs ou les menaces de guerre ont évidemment des causes et des conséquences complexes. De plus, les formes de la guerre et des préparatifs ont considérablement changé au cours de l'histoire connue. En dépit de cette complexité et de cette diversité, il est possible de reconsidérer ces phénomènes et de parvenir à une meilleure compréhension de leur nature et des raisons de leur



MELE, Antonio (Melanton)  
Quotidiano di Lecce

23<sup>ème</sup> Salon international de la caricature • Montréal

maintien.

La guerre et la force militaire ont eu plusieurs fonctions, y compris celle d'attaquer et d'opprimer les gens d'une autre société ou même de la société locale. Cette utilisation ignoble de la guerre et des moyens militaires ne devrait cependant pas nous conduire à ignorer les buts plus nobles auxquels ils ont servi. (Des buts nobles sont parfois invoqués pour susciter un plus grand appui de la population, appui qui serait incertain si les vraies raisons étaient données.)

Les enjeux des principaux conflits internes et internationaux sont souvent importants et ont des conséquences durables. Le monde est politiquement dangereux. Des dictatures naissent, se maintiennent au pouvoir et se propagent souvent. Des pays sont attaqués. L'oppression existe sous diverses formes. Des cliques minoritaires, militaires et politiques, renversent des gouvernements légitimes et établissent de nouvelles situations d'oppression. Des génocides sont commis. Des peuples entiers sont exploités et dominés par des maîtres locaux et étrangers.

C'est pourquoi des moyens de lutte efficaces sont nécessaires pour faire face à divers types de situations de conflit. Dans de tels conflits on a eu recours à la contre-violence pour contrôler, restreindre, limiter ou vaincre les opposants utilisant la violence pour servir leurs propres buts. Ainsi on a très souvent recouru à la violence, dont la guerre,

pour promouvoir et défendre des buts humanitaires et des sociétés contre des forces hostiles.

La violence a servi de technique de lutte, en tant que sanction ultime, à l'occasion de graves dangers, ou pour promouvoir ou défendre un style de vie, des croyances, l'indépendance ou le système social contre l'opresseur et l'attaquant. Quels que soient les désavantages d'une telle violence, dans de nombreuses sociétés et au cours de différentes périodes historiques, des gens ont cru qu'elle constituait la seule option à l'impuissance et à la soumission passive face aux menaces qui pesaient sur ce à quoi ils tenaient le plus.

Dans les cas d'invasion étrangère, la réponse était la guerre défensive. La guerre diminuait ainsi le sentiment d'impuissance des gens à l'occasion des périodes de danger et constituait pour eux une technique puissante pour poursuivre le conflit en vue de la défense et l'avancement de leurs principes, de leurs objectifs et de leur société. L'ensemble de l'humanité a cru et continue de croire qu'aucune autre technique n'est adéquate en de telles crises.

La guerre pouvait être brutale et immorale, mais elle constituait pourtant, quels que soient ses désavantages et ses résultats, une sanction ultime et un moyen de lutte, que l'on gardait en réserve pour donner plus de poids à ses arguments au cours de négociations internationales, comme moyen de dissuasion pour prévenir les attaques et en tant que forme ouverte d'opposition quand les gens croyaient

qu'une activité militaire étrangère menaçait leurs principes et leur liberté. C'est en cela que se résument les arguments des gouvernements et des gens ordinaires pour justifier la guerre et les préparatifs militaires.

Même à l'ère des missiles et des bombes à hydrogène qui, comme tout le monde le sait, peuvent mener à une extermination massive plutôt qu'à une défense véritable, les gens persistent à s'accrocher au recours à la guerre. Ils pensent cela parce qu'ils perçoivent les formes actuelles de guerre comme n'étant que le prolongement des anciennes. S'ils savent que de telles armes ne peuvent logiquement être utilisées au cours d'un conflit, ils croient que l'existence de ces armes empêchera le conflit de se transformer en guerre et qu'ils pourront ainsi défendre leur style de vie. Les armes contribuent par conséquent à faire en sorte que les gens ne se sentent pas complètement démunis face aux dangers internationaux.

Tant que l'on jugera que de tels moyens de lutte sont nécessaires et qu'il n'existe pas de substitut adéquat à la guerre, il n'y a aucune chance que l'on renonce à la guerre. Les gens et les sociétés dans leur ensemble ne choisiront pas de demeurer sans défense.

## **Une nouvelle politique de défense**

Étant donné que la guerre sert à menacer et à attaquer d'autres pays qui, de leur côté, doivent se montrer assez forts pour dissuader les autres et se défendre, le cercle vicieux de la guerre ne pourra être rompu tant que les gens et les gouvernements ne se rendront pas compte de l'existence et de l'efficacité d'une autre option, celle des moyens de défense non militaires.

D'une part, les propositions de paix et les mouvements pacifistes du passé n'ont pas réussi à faire valoir une politique de défense en remplacement de la guerre qui soit crédible. Il était à prévoir qu'à défaut d'une telle politique, leurs solutions à la guerre, qu'il s'agisse de négociations, de compromis, de conciliations, de conférences internationales, de ligues supranationales ou de formes de résistance contre la guerre, étaient vouées à un commun échec.

D'autre part, les tenants d'une défense puissante s'obstinaient à n'envisager que des moyens militaires et refusaient de se pencher sur des possibilités non militaires. Cela a conduit à la situation dangereuse actuelle et à l'absence de progrès en ce qui concerne les options possibles.

Si nous voulons réduire de façon draconienne ou faire disparaître complètement le recours à la guerre et aux autres types de conflit violent, il faut le substituer par l'équivalent non-violent de la guerre, la

<<guerre sans violence>> qui permettra aux gens de défendre la liberté, leur style de vie, les principes humanitaires, leurs institutions et leur société contre une attaque militaire, d'une façon aussi efficace que les moyens militaires.

Une telle politique de défense de remplacement doit pouvoir :

1) être gardée en réserve pour susciter des règlements et éviter le recours à la lutte ouverte : elle pourrait, entre autres, faciliter les ententes, réduire les perceptions erronées et dissuader toute agression par une capacité de défense efficace; et

2) être utilisée efficacement en une lutte de défense ouverte contre une attaque: le mot <<défense>> est pris ici au sens littéral qui signifie <<protection, garde contre le danger, préservation, et ainsi de suite>>. La défense n'est donc pas nécessairement liée à des moyens militaires mais fait plutôt appel à des formes non militaires de lutte.

### **Fondements de nouveaux rapports de force**

En 1939, Albert Einstein adressait une lettre aujourd'hui célèbre au président Roosevelt dans

laquelle il émettait l'avis qu'il était possible de créer des armes complètement différentes basées sur le principe de la fission nucléaire. Bien qu'il soit impossible de voir les noyaux atomiques et qu'aucune arme nucléaire n'existât à l'époque, ne serait-ce qu'au stade de prototype, le projet Manhattan fut lancé. On y affecta un nombre suffisant de scientifiques et les ressources nécessaires pour qu'un arsenal complet de nouvelles armes soit créé.

Nous sommes plus certains aujourd'hui de pouvoir mettre au point un nouveau système de défense ne nécessitant pas des moyens militaires qu'ils pouvaient l'être en 1939, de pouvoir réussir la fabrication de bombes nucléaires. Nous avons maintenant des prototypes primitif d'une nouvelle politique de défense pour opérer des révolutions non-violentes improvisées contre des tyrans, et pour lutter de façon défensive contre des coups d'État et des occupations étrangères.

Nous avons également une meilleure compréhension de la nature du pouvoir politique : ces connaissances peuvent avoir, en politique, l'importance qu'ont eu les découvertes atomiques dans le domaine des armements. Le pouvoir de tous les dirigeants et de tous les gouvernements est vulnérable, volatile et puise sa force à certaines sources précises au sein de la société : l'acceptation du droit du dirigeant de diriger (l'«autorité»), les ressources économiques, la main-d'oeuvre, la puissance militaire, les connaissances, les aptitudes, l'administration, la police, les prisons, les tribunaux, et autres

sources du même ordre. Chacune de ces sources de pouvoir dépend à son tour, étroitement ou complètement, du degré de coopération, de soumission, d'obéissance et d'aide que le dirigeant est capable d'obtenir de ses sujets, ce qui comprend la population en général et ses "assistants" et agents rémunérés. Cette dépendance permet aux sujets de restreindre ou d'interrompre les sources de pouvoir en réduisant ou en interrompant, dans certaines circonstances, leur précieuse coopération et leur obéissance.

Si le refus de se soumettre, d'accepter et d'aider peut être maintenu malgré les punitions du dirigeant, la fin d'un tel régime est proche. Ainsi, la position et le pouvoir politique de tous les dirigeants dépendent de l'obéissance, de la soumission et de la coopération de leurs sujets. Ce principe s'applique non seulement à l'intérieur d'une société mais aussi, avec des variantes, aux tentatives d'invasion et d'occupation. La théorie selon laquelle le pouvoir découle de la violence et la victoire penche du côté de ceux qui ont les moyens de violence les plus puissants, est fausse.

### **Mise à profit des faiblesses de la dictature**

La volonté de s'opposer et de résister est, au contraire, extrêmement importante. Hitler savait déjà qu'en vue d'asservir le peuple d'un pays conquis, il fallait faire appel aux ressources de la psychologie :

<<On ne peut dominer seulement par la force. Il est vrai que l'emploi de la force est déterminant, mais il est également important de posséder cette disposition psychologique dont le dompteur a aussi besoin pour devenir maître absolu de sa bête. Le peuple doit être convaincu que nous sommes les vainqueurs.>>

*La population civile peut cependant refuser de s'en laisser convaincre.*

Au cours de l'Histoire, de nombreux peuples ont refusé de se laisser intimider par l'apparente toute-puissance des pouvoirs "de fait" : ils se sont opposés et ont résisté à la tyrannie de dirigeants puissants, de conquérants étrangers, de despotes locaux, de systèmes politiques oppresseurs, d'usurpateurs internes et de maîtres économiques. Contrairement à l'opinion générale, le recours à la contestation, au refus de collaborer, aux interventions semant la confusion et à d'autres moyens de lutte semblables ont joué un rôle historique de première importance partout dans le monde, même lorsque l'attention était dirigée vers la violence politique ayant lieu en même temps ou plus tard.

Ces formes rudimentaires de lutte non-violente furent d'importants moyens, parfois les principaux, de défense contre des envahisseurs étrangers, des usurpateurs locaux ou des tyrans des deux genres à la fois. Ces luttes, menées le plus souvent

de façon improvisée, sans préparation, entraînement ou plan d'action, ont eu lieu à diverses occasions et dans divers pays. Citons quelques exemples:

- les grèves et le refus de la population allemande de collaborer politiquement à la tentative de coup d'État de Kapp contre la République de Weimar en 1920;
- la <<résistance passive>> appuyée par le gouvernement allemand contre l'occupation de la Ruhr par la France et la Belgique en 1923;
- les principaux actes de la résistance contre les nazis aux Pays-Bas, dont plusieurs grèves importantes entre 1940 et 1945;
- les principaux faits de la résistance danoise contre l'occupation allemande, entre autres la grève générale de Copenhague;
- les principales activités de la résistance norvégienne au régime Quisling et à l'occupation, de 1940 à 1945;

- la résistance tchécoslovaque à l'invasion et à l'occupation soviétique en 1968 et 1969.

La nature et les victoires de la défense tchécoslovaque sont, pour plusieurs, chose du passé, et subissent des déformations lorsqu'elles sont évoquées. Bien que la résistance ait finalement échoué, elle n'en a pas moins réussi à paralyser pendant huit mois, d'août à avril, les forces de domination soviétique, ce qui aurait été tout-à-fait impossible si elle avait eu recours à des moyens militaires. On rapporte également que cette résistance a si profondément affecté le moral des troupes russes que les premières unités ont dû être remplacées après quelques jours et envoyées non pas dans la partie européenne de l'Union soviétique, où elles auraient pu révéler ce qu'elles avaient vu, mais bien en Sibérie. Et tout cela a été accompli sans préparation, entraînement ou plans d'urgence. Cela semble démontrer, malgré la défaite (des autorités tchécoslovaques et non de la résistance), l'existence d'un potentiel supérieur aux moyens militaires.

Quelques autres mouvements de résistance et de révolte contre l'oppression et la dictature peuvent être cités en exemple :

- le mouvement des travailleurs polonais pour le droit à un syndicat indépendant et démocratique en 1980-1981;

- les révolutions de 1944 au Salvador et au Guatemala contre les dictatures militaires;
- la révolution de 1978-1979 contre le shah d'Iran;
- la révolution de 1905-1906 et celle de février 1917 en Russie impériale;
- Allemagne de l'Est;
- les mouvements polonais de 1956, 1970, 1971 et 1976;
- la révolution hongroise de 1956-1957;
- la campagne menée par les bouddhistes contre le régime Ngo Dinh Diem au Viêt-Nam du Sud;
- la grève de 1953 à Vorkuta et dans d'autres camps de prisonniers en Union soviétique.

Ces types de résistance et de défense contre les dictatures peuvent exister en raison du fait que les dictatures, même les plus violentes, dépendent toujours des populations et des sociétés qu'elles veulent soumettre. Contrairement à l'opinion générale, les dictatures ne sont pas si fortes, si toutes-puissantes.

tes qu'elles voudraient nous le faire croire: différents types de faiblesses, propres aux dictatures, contribuent à les rendre inefficaces, à limiter l'étendue de leurs contrôles et la durée de leur mainmise sur le pouvoir. Ces faiblesses, véritables fissures dans la structure monolithique de toute dictature, peuvent être identifiées et exploitées avec profit par la résistance. La résistance non-violente est beaucoup plus adaptée à cette tâche que la lutte armée.

### **Système civil de défense**

Les expériences de résistance improvisée des mouvements que nous venons de mentionner, dirigées contre des traîtres, des envahisseurs ou des dictateurs locaux, ne constituent pas un modèle permettant d'élaborer une politique de défense de substitution <<toute faite>> qu'il suffirait d'appliquer pour remplacer la guerre. Mais ces mouvements constituent des prototypes primitifs pour nos analyses et recherches: l'évaluation, l'approfondissement, la préparation, la planification et l'entraînement soigneux pourraient servir de base à une nouvelle politique de défense qui ne reposerait plus sur les armements et les effectifs militaires, mais bien sur les civils et leurs institutions, en d'autres termes, sur la force même de la société. Une option différente de la défense militarisée est possible. Cette politique différente de dissuasion et de défense se nomme <<système civil de défense>>. Il s'agit d'une politique de défense basée sur des méthodes de lutte

non-violente appliquées par la population civile dûment entraînée pour préserver la liberté, la souveraineté et le système constitutionnel de la société en cas d'usurpation interne du pouvoir, d'invasions et d'occupations. Le but est de dissuader et d'éliminer de telles agressions. D'une part, ces méthodes visent à miner la volonté de l'agresseur. D'autre part, par des méthodes de résistance non-violente, à la fois massives et sélectives, et par l'opposition ouverte, le peuple et ses institutions doivent rendre impossible toute domination ou prise de contrôle. Le but de ce système de défense civile est de rendre la population ingouvernable pour l'agresseur et de l'empêcher d'arriver à ses fins. Une telle préparation et une telle capacité de résistance, étant clairement perçues par un agresseur potentiel, le dissuaderaient de faire quelque tentative de coup d'État ou d'invasion que ce soit.

Il est possible, par des méthodes non-violentes, d'exercer une pression extrême sur un agresseur, au point de le dissuader. Plutôt que de convertir l'adversaire, la lutte civile a le plus souvent cherché à désorganiser, à paralyser ou à faire plier l'adversaire en refusant de lui fournir la collaboration dont il avait besoin et en perturbant le cours normal des opérations du régime. Telles sont les fondements des stratégies civiles de défense.

- En cas de tentatives d'endocritinement idéologique, par exemple, l'adversaire aurait à faire face au refus de coopérer et à l'opposition

des écoles, des journaux, des stations radiophoniques et de télévision, des Églises, de tous les paliers du gouvernement et de l'ensemble de la population, qui tiendraient en échec ces tentatives et réaffirmeraient les principes démocratiques.

- En cas de tentative d'asservir économiquement le pays, l'adversaire aurait à faire face à une résistance économique, sous la forme de boycottages, de grèves, de refus de collaborer de la part d'experts, de membres du personnel administratif d'entreprises, de travailleurs des transports et de membres et fonctionnaires du gouvernement, qui viseraient à diminuer, à annuler ou à récupérer les profits économiques de l'ennemi.

- En cas de coup d'État ou d'usurpation des commandes de l'État, l'adversaire aurait à faire face à la non-coopération de fonctionnaires, de bureaucrates, d'organismes gouvernementaux, d'autorités d'État et de régions, de forces de police, soit, en fait, de toutes les institutions sociales et de l'ensemble de

la population, qui refuseraient de reconnaître la légitimité des usurpateurs et les empêcheraient de consolider leur mainmise sur le gouvernement et la société.

### **Répartition des tâches au sein d'un système civil de défense**

Les différents groupes et institutions de la société auraient à assumer divers rôles défensifs, selon leur domaine d'intervention et les enjeux :

- la police, par exemple, aurait à refuser de localiser et d'arrêter les patriotes participant à la résistance contre l'ennemi;
  
- les journalistes et les éditeurs, refusant de se plier à la censure, publieraient des journaux clandestins à fort tirage ou de nombreuses éditions à faible tirage, comme cela fut le cas durant la révolution russe de 1905 et dans plusieurs pays d'Europe sous l'occupation nazie; ils diffuseraient, à partir de stations clandestines, des émissions comme celles des radios libres en Tchécoslovaquie en 1968;

- les responsables des Églises pourraient prêcher le devoir de ne pas collaborer avec l'envahisseur, comme aux Pays-Bas sous l'occupation nazie;

- les fonctionnaires, les juges, les autorités politiques et les autres, en refusant d'obéir aux ordres illégaux de l'ennemi et en contestant son autorité, préserveraient l'appareil gouvernemental habituel, les tribunaux et les autres instances du pays, contre une mainmise de l'ennemi, comme ce fut le cas lors de la résistance allemande au coup d'État de Kapp en 1920. Les juges déclareraient illégales et inconstitutionnelles les autorités mises en place par l'ennemi. Ils maintiendraient et continueraient à assumer leurs fonctions en suivant la constitution et les lois qui étaient en vigueur avant l'invasion, et refuseraient de reconnaître ou d'appuyer l'envahisseur. En dernier recours, ils fermeraient les tribunaux;

- les enseignants refuseraient de faire de la propagande dans les écoles, comme cela s'est produit en Norvège sous l'occupation nazie. Les tentatives de contrôler les

écoles se heurteraient au refus de changer de programme scolaire ou d'introduire de la propagande ennemie. Les enseignants informeraient les étudiants des événements en cours et des enjeux, maintiendraient les cours réguliers le plus longtemps possible, et, en dernier recours, fermeraient les écoles et organiseraient des cours privés;

- ouvriers et patrons, suivant en cela l'exemple de la Ruhr en 1923, parviendraient à stopper l'exploitation du pays, par des grèves, des ralentissements de travail et des actes d'obstruction;

- En cas de tentatives de contrôle des corporations professionnelles et des syndicats, l'adversaire aurait à faire face à la résistance des membres: respect des constitutions, des conventions et des codes de procédure antérieurs à l'invasion; refus de reconnaître les associations mises sur pied par l'envahisseur, de payer les cotisations, d'assister aux assemblées des nouvelles organisations favorables à l'envahisseur; organisation de grèves, perturbations de la

production, opposition administrative, boycottage économique et politique.

Ces exemples d'actions défensives ne représentent qu'une fraction de la multitude d'actions possibles. La résistance civile est fondée sur le principe que la liberté a pour prix une vigilance de chaque instant, mais également sur celui que la défense de l'indépendance et de la liberté sont de la responsabilité de tout citoyen.

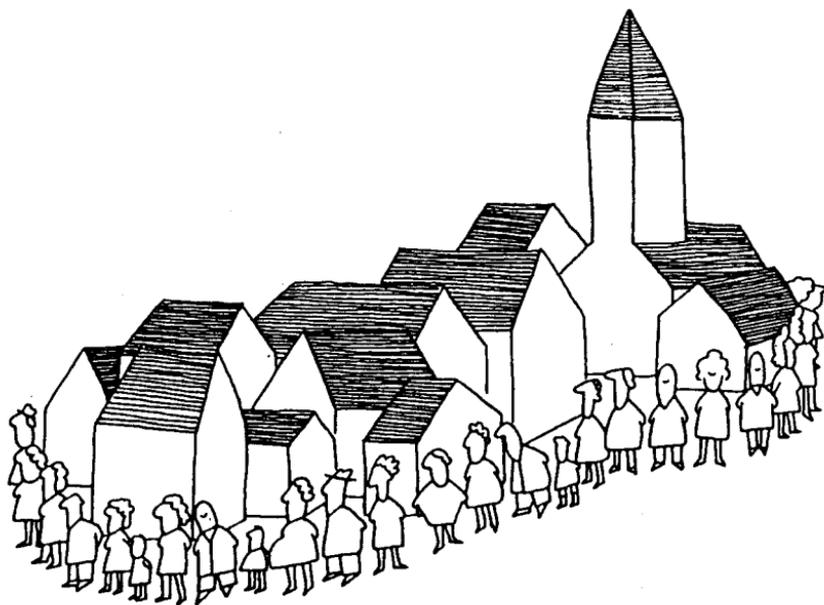
Ce type de défense est plus complet que les systèmes de défense militaires puisqu'il fait appel à la participation de toute la population et de ses institutions. La défense civile est essentiellement démocratique puisque la participation doit être volontaire pour être efficace en temps de crise et puisqu'elle est essentiellement non-violente.

Comme dans le cas de la lutte armée, ce type de lutte fait face à une activité violente ennemie, et il faut s'attendre à des pertes. Toutefois elles ont pour effet de faire avancer la cause des victimes de l'agression (en renforçant leur résistance) et d'affaiblir l'adversaire (en créant une désaffection de ses alliés). Pas plus que dans le cas d'un conflit militaire, il ne faut pas s'étonner du nombre de victimes ou capituler lorsqu'il y en a. La résistance civile semble en fait engendrer un nombre de victimes nettement inférieur à celui de la résistance armée.

## Autres théâtres d'opération

Un système civil de défense est également doué d'une capacité offensive contre les usurpateurs et les envahisseurs, qu'un général de l'armée des États-Unis a surnommé "l'épée de la défense civile". La dynamique de la résistance passive, en particulier la tactique dite du <<jiu-jitsu>> politique, ainsi que des efforts délibérés viseraient à miner la volonté, la loyauté et la discipline des troupes, des fonctionnaires et des dirigeants de l'agresseur. Ils deviendraient de ce fait moins fiables, moins efficaces et moins brutaux dans la répression et parfois plus enclins à la mutinerie générale. Cela pourrait, dans certaines circonstances, entraîner l'anéantissement de la machine de répression et d'administration. De semblables efforts corrosifs peuvent prendre pour cible ceux qui appuient l'ennemi et la population du pays envahisseur, dans le but de soulever l'indignation, la dissidence, l'opposition et entraîner la désorganisation dans le camp de l'adversaire. Ces résultats sont d'une importance extrême, mais il ne faudra pas pour cela diminuer la résistance dans le pays attaqué, négliger le front local.

Dans certaines circonstances, les actions de l'agresseur peuvent susciter une opposition internationale importante et l'appui au système civil de défense. Ce soutien peut se manifester par l'imposition de sanctions internationales tant politiques qu'économiques à l'envahisseur ou à l'usurpateur local. Ces sanctions peuvent d'ailleurs être d'une



FOLIO ET BARETTI/VGH POPULI

grande sévérité comme en témoigne l'embargo imposé par les pays arabes producteurs de pétrole. Les pays agressés doivent cependant compter avant tout sur leurs propres initiatives de défense.

Il existe donc trois grands théâtres d'opération :

- dans le pays même, la résistance aux objectifs de l'adversaire;
- dans le camp de l'adversaire, les efforts visant à provoquer une baisse de moral et à semer la confusion;
- au niveau international, l'appui aux victimes de l'agression et l'application de sanctions contre l'agresseur.

*Le plus important des trois est, de loin, la résistance aux objectifs de l'attaquant par les populations civiles dans le pays même.*

### **Les armes nucléaires**

Il faut évaluer avec la plus grande attention les avantages et les limites de la politique de ce système civil de défense en ce qui a trait aux armes nucléaires. On ne s'est pas suffisamment penché sur cette question.

D'une part, il se pourrait que la défense civile puisse remplacer convenablement les méthodes conventionnelles de défense militaire, mais ne soit pas adaptée en matière de défense nucléaire. Il faudrait alors recourir à d'autres moyens de contrôle des armes nucléaires, tels que des traités internationaux sur le contrôle des armes, des initiatives unilatérales visant à réduire la dépendance à l'égard d'armes nucléaires ou même le démantèlement unilatéral de l'arsenal nucléaire du pays. La possession d'un tel arsenal comporte plus de dangers que d'avantages sur le plan de la sécurité.

D'autre part, un système civil de défense pourrait résoudre de différentes façons indirectes le problème des armes nucléaires. Par exemple un pays doté d'un système civil de défense et n'ayant pas d'arsenal nucléaire risquerait moins d'être la cible de puissances nucléaires que des pays qui disposent de fusées à tête nucléaire pointées vers d'autres puissances nucléaires.

Dans un autre contexte, l'accumulation massive d'armes nucléaires dites <<tactiques>> en Europe de l'Est pour parer à toute éventualité de <<blitzkrieg>> (guerre-éclair) de l'Union soviétique sur l'Europe occidentale tient du fait que les forces de l'O.T.A.N. sont incapables de fournir une défense adéquate à l'Europe occidentale par les méthodes militaires conventionnelles. Dans les pays d'Europe occidentale, des politiques de défense civile

adéquates, bien préparées, capables d'assurer une défense massive et durable, de maintenir l'autonomie des sociétés attaquées, d'empêcher les Soviétiques d'atteindre leurs objectifs et de saper le moral et l'efficacité des troupes soviétiques, constitueraient un moyen de dissuasion et de défense bien plus efficace que les méthodes militaires conventionnelles. Plusieurs indices permettent de l'affirmer. Le fait de compter sur des armes nucléaires comme moyen de dissuasion et de défense pour parer à toute attaque soviétique de l'Europe de l'Ouest ne serait pas nécessaire. Ces questions doivent être étudiées très attentivement.

### **Le "transarmement". désarmement au profit d'un système civil de défense**

Le système civil de défense doit encore faire ses preuves: il doit être conçu, appliqué, et jugé puissant comme moyen de défense avant d'être adopté. Il faudrait donc, pour commencer, qu'un ou que quelques pays adoptent cette politique, sans avoir même signé de traités avec leurs voisins, même si la majorité des nations restent armées. Plus tard, d'autres pays, convaincus de l'efficacité et des avantages de cette politique, pourraient décider de changer de système de défense.

Les premiers pays à adopter un système civil de défense seront probablement ceux qui désirent le plus compter sur leurs propres forces en matière de défense mais qui n'en ont pas la possibilité par des

moyens militaires. C'est en Suède et aux Pays-Bas plutôt qu'ailleurs que des études gouvernementales et des débats relatifs à ce système de défense ont été plus approfondis, mais une telle politique de défense conviendrait certainement bien plus aux besoins stratégiques de l'Autriche et de la Finlande. À l'heure actuelle, les pays les plus petits de l'Europe occidentale seraient probablement les plus susceptibles d'inclure certains aspects du système civil de défense dans leur politique nationale de défense, et, également, dans un avenir plus lointain, de changer complètement de politique de défense pour adopter le système civil de défense.

Bien qu'il soit difficile de prévoir l'avenir avec précision, il est possible que vers 1990, un ou plusieurs pays d'Europe occidentale aient incorporé certaines composantes du système de défense civile dans leur politique de défense à prédominance militaire, avec ou sans alliances, et que le premier cas de désarmement intégral au profit du nouveau système civil de défense survienne avant 2005.

On rencontrerait inévitablement des bastions de résistance à l'adoption de cette politique, et les grandes puissances militaires sont peu susceptibles et probablement incapables de procéder à un changement de système de défense dans un court délai. Mais elles aussi pourraient néanmoins inclure des éléments du système civil de défense à leur plan de défense nationale si elles avaient des preuves convaincantes de l'efficacité de ce système et de son utilité dans des cas concrets.

Tout pays qui se prépare à adopter ce nouveau système doit presque inévitablement commencer par ajouter des éléments de défense civile dans sa politique de défense à prédominance militaire. À mesure que les préparatifs et l'entraînement de défense civile auront lieu, et que la confiance à l'égard de ce système comme moyen efficace de dissuasion et de défense contre les agressions grandira, il sera possible d'accroître le rôle des éléments civils par rapport aux éléments militaires de la politique de défense. L'élément militaire pourrait être jugé moins utile et même nuisible à l'efficacité du système civil de défense, et perdre graduellement sa prépondérance jusqu'à disparaître.

Les régimes dictatoriaux et les gouvernements instables pourraient, plus que les autres, s'accrocher aux moyens militaires de défense, pour des motifs tant nationaux qu'internationaux. Les dictatures pourraient, bien sûr, être adoucies par l'élimination de la peur de se faire attaquer par des puissances militaires étrangères (accroissant la détente intérieure) et par les pressions exercées par leurs propres populations en vue d'une libéralisation et d'une démocratisation.

## **Conséquences de la mise en place d'un système civil de défense**

Si le système civil de défense devenait une politique viable, les conséquences seraient nombreuses et de la plus haute importance: il réduirait, dans certains cas, les tensions internationales puisque l'on pourrait distinguer la puissance de défense de la puissance d'attaque d'un pays, qui, en termes de ressources militaires, ne constituent, en gros, qu'un seul et même ensemble d'éléments. Un système civil de défense rendrait aux pays de moyenne taille leur autonomie de défense.

Un système civil de défense, sans être exempt de certaines dépenses en ressources et en personnel, serait considérablement moins vorace en matières premières, en coûts industriels, en ressources financières et en énergie que le système militaire de défense.

Un système civil de défense libérerait la politique extérieure du pays et ses politiques à l'égard des Nations Unies des contrôles relatifs aux besoins de ses politiques militaires. Un tel système favoriserait d'autre part l'adoption de politiques extérieures et internationales permettant de résoudre les grands problèmes mondiaux, de répondre plus adéquatement aux besoins humains, et à promouvoir la compréhension et l'amitié à l'égard du pays ayant adopté une telle politique non militaire.

L'analyse des avantages possibles du système civil de défense, ainsi que de la planification, de la préparation et de la formation qu'il exige, peuvent encourager la réévaluation des principes et des institutions de la société, jugés valables d'être défendus et améliorés en fonction de la société, pour rendre celle-ci et l'État plus juste et plus libre, tout en accroissant la participation populaire à l'organisation sociale en temps de paix ou de lutte pour la défense.

Dans certains cas, pourtant, malgré le développement du système civil de défense en une politique viable de dissuasion et de défense contre des usurpateurs locaux ou des envahisseurs étrangers, certaines puissantes élites locales, certains gouvernements pourraient persister à conserver un appareil militaire fort et rejeter le système civil de défense. Ces élites et ces régimes ne seraient alors plus capables, comme cela a longtemps été l'usage, de "justifier" leurs préparatifs militaires par la thèse de la défense de la nation, quand leurs motifs réels sont en fait beaucoup moins nobles. La population serait alors à même de comprendre que ses dirigeants ne s'accrochent pas à leur puissance militaire pour les raisons qu'ils lui ont données et elle pourra alors décider d'agir en conséquence.

### **Créer une nouvelle option**

Le système civil de défense pourrait mettre fin à la spirale toujours grandissante de la course aux

armements et contourner les principaux obstacles relatifs à la négociation des traités de désarmement et de non-prolifération des armes. La reconnaissance des dangers nationaux et internationaux de la course aux armements par plusieurs nations permettrait de mobiliser efficacement des forces pour éviter, dissuader et assurer la défense contre les agressions, tout en réduisant les moyens militaires, pour finalement les abandonner.

Il est donc, pour la première fois, possible, avant une crise, de choisir entre la force militaire et une solution de remplacement à la guerre pour dissuader les adversaires et se défendre contre une agression. Le fait de ne pas avoir le choix entre deux ou plusieurs politiques de dissuasion et de défense, fait en sorte que la plupart des peuples et des gouvernements ont toujours choisi la guerre, à part quelques rares exceptions. Ils n'avaient vraiment pas le choix.

Depuis qu'un tel choix est possible, le cours des événements dépend en grande partie de l'efficacité du système civil de défense ainsi que de la façon dont son utilité est perçue. C'est pourquoi les recherches fondamentales préalables, les études sur la résolution de conflits, études sur l'élaboration de politiques de défense, études de faisabilité, les préparatifs, la mise au point de plans d'urgence et l'entraînement sont d'une extrême importance. Par ailleurs, la volonté de défense de la population, la capacité de résistance des organismes non gouvernementaux et la compétence des civils

responsables du système de défense, sont tout aussi essentielles pour élaborer et appliquer des stratégies judicieuses. De même, l'identification préalable des objectifs d'éventuels usurpateurs ou agresseurs ainsi que la connaissance de leurs points vulnérables seront aussi de première importance.

De toute évidence, les premiers exemples de désarmement total au profit du système civil de défense ne seraient pas imités immédiatement par un grand nombre de pays, en particulier s'ils sont convaincus que leur politique militaire et que leurs alliances leur assurent une sécurité relativement bonne. Lorsque le système civil de défense aura été expérimenté en temps de crise et aura démontré qu'il peut empêcher des coups d'État et des invasions tout en défendant efficacement la société menacée, les conséquences pourront être d'envergure.

Des exemples de l'efficacité du système civil de défense encourageraient alors plusieurs sociétés à adopter la solution du désarmement en faveur de ce système de défense. Même si certains pays risquent de ne jamais accepter d'abandonner totalement les moyens militaires, des exemples prouvant que l'agression ne paie pas et qu'elle peut être vaincue limiteraient sans doute les dommages que ces pays pourraient provoquer. D'autres pays opteraient alors pour une solution de remplacement à la défense militaire et abandonneraient la guerre comme moyen de défense nationale. Cela pourrait donc mener progressivement à l'élimination du pouvoir

militaire et de la guerre en tant que facteurs prédominants dans les relations internationales.

---

## **BIBLIOGRAPHIE**

Anders Boserup et Andrew Mack, "War Without Weapons", New York : Schocken, 1975. Londres : Francis Pinter, 1974.

Adam Roberts, éditeur, *Civilian Resistance as a National Defense*. Harrisburg : Stackpole, 1968; Harmondsworth and Baltimore : Penguin, 1969. Édition reliée britannique : *The Strategy of Civilian Defense*. Londres, Farber & Farber, 1967.

Gene Sharp, *Exploring Nonviolent Alternatives*. Boston : Porter Sargent, 1970.

Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*. Boston: Porter Sargent, 1973, et trois volumes en format de poche, 1974.

Gene Sharp, *Social Power and Political Freedom*. Boston : Porter Sargent, 1980.

## **Cahiers de la non-violence:**

1. "Une justice économique à inventer", par Normand Beaudet et Jacques Boucher, membres du Comité Désarmement et paix du Centre de ressources sur la non-violence, 1992.
2. "Les doctrines militaires américaines, le Moyen-Orient et le Tiers-Monde: dix ans de préparatifs américains pour une intervention au Moyen-Orient", par Serge Provencher, membre du Comité Désarmement et paix du Centre de ressources sur la non-violence, 1992.
3. "Le libre-échange et la militarisation de l'économie canadienne", par Jack Coop, Document soumis pour fin d'étude au Congrès annuel des Avocats en faveur d'une conscience sociale, le 19 août 1988, traduit de l'Anglais par "Traducteurs sans frontières", 1993.